

---

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

Séance du 6 novembre 2025.-

**Présents :** M. Marc TARABELLA, **Bourgmestre**  
M. Michel EVANS, M. Toni PELOSATO, Mme Nathalie SERON, **Échevins**  
Mme Coralie ARNOLS, **Présidente du CPAS**  
Mme Line JADOT, **Conseillère - Présidente**  
Mme Françoise TRICNONT-KEYSERS, M. Pol WOTQUENNE, M. Aimé CLOSJANS,  
Mme Cindy FREMEAUX, M. Jean-Luc DUCHESNE, Mme Aurélie MOTKIN, Mme Marie-  
Pierre CASSART, M. Arthur MATERNE, Mme Pascale KERKENEERS, **Conseillers**  
Mme Alicia RENARD, **Directrice générale**

---

Le Conseil, en séance publique,

**10. Taxe sur les véhicules isolés abandonnés - Exercices 2026 à 2031.-**

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 170 § 4 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2)  
portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la  
Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L3321-  
1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement  
de taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des  
budgets des communes de la Région wallonne ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de  
service public ;

Considérant que la présence de véhicules isolés et/ou abandonnés, qu'ils se trouvent sur le domaine  
public ou sur terrain privé, constitue une source de nuisances pour la salubrité, la sécurité et qualité du  
cadre de vie ; qu'elle peut constituer un danger pour la circulation voir même favoriser l'accumulation  
et les dépôts clandestins avec des conséquences directes sur l'environnement ;

Considérant les lourdes charges pour la Commune engendrées par l'enlèvement et le traitement des  
véhicules isolés abandonnés et qu'il est indiqué de réclamer une taxe aux propriétaires;

Sur proposition du collège communal,

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du  
24/10/2025 ;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 04/11/2025 ;

**DÉCIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er** – Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une taxe communale annuelle sur les  
véhicules isolés abandonnés.

Sont visés les véhicules isolés abandonnés en dehors d'une exploitation d'un dépôt de mitrilles et/ou de  
véhicules usagés, existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Par véhicule abandonné, on entend tout véhicule automobile ou autre, qui étant soit notoirement hors d'état de marche soit privé de son immatriculation soit affecté à un autre usage que le transport de choses ou de personnes est installé en plein air et est visible des sentiers, chemins et routes accessibles au public, qu'il soit recouvert ou non d'une bâche ou de tout autre moyen similaire de couverture.

**Article 2** – La taxe est due solidairement par le propriétaire du véhicule et par le propriétaire du terrain sur lequel le véhicule est abandonné.

**Article 3** – La taxe est fixée à 600,00 euros par véhicule isolé abandonné.

**Article 4** – La taxe est perçue par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

**Article 5** – En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article L3321-8bis du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais seront recouvrés de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

**Article 6** – Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale .

**Article 7** – Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement : la commune d'Anthisnes ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- Catégorie de données : données d'identification directes, coordonnées de contact, caractéristiques personnelles, données financières et transactionnelles.
- Durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat selon les instructions reçues de cette administration ;
- Méthode de collecte : Recensement par l'Administration ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

**Article 8** – Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 9** – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour extrait conforme,  
Par le Conseil,

La Directrice générale,  
ALICIA RENARD



Le Bourgmestre,  
MARC TARABELLA

